



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34 avenue Maunoury BP 60723
41007 Blois Cedex

Blois, le 21/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SMICTOM de Sologne

Zone Industrielle des Loaitières
41600 Nouan-Le-Fuzelier

Références : 2025-239
Code AIOT : 0010003969

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2025 dans l'établissement SMICTOM de Sologne implanté rue du four à chaux 41600 Nouan-le-Fuzelier. L'inspection a été annoncée le 11/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMICTOM de Sologne
- rue du four à chaux 41600 Nouan-le-Fuzelier
- Code AIOT : 0010003969
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le SMICTOM de Sologne exploite un établissement de transit, regroupement de déchets dangereux

(batteries) et non-dangereux (bois, papiers et cartons) et de traitement de déchets non-dangereux (broyage de déchets verts) en zone industrielle des Loaittières sur la commune de NOUAN-LE-FUZELIER.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- NATECH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Intégration dans le paysage.	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 2.3.2	Demande d'action corrective	2 mois
9	Admission des déchets.	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 5.1.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
18	Protection contre la foudre.	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 7.3.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Lettre du 31/10/2023, article 1	Sans objet
2	Déchets admis sur le site.	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 1.2.3.1	Sans objet
3	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 2.3.1	Sans objet
5	Gestion des ouvrages	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 4.3.4	Sans objet
6	Rejets d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article article 4.3.9 et 9.2.2.1	Sans objet
7	Implantation et aménagement	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 5.1.1.1	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 5.1.1.4	Sans objet
10	Déchets sortants	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 5.1.2.5.1	Sans objet
11	Entreposage des batteries usagées	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 5.1.3.1	Sans objet
12	Transit et regroupement d'OMr	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 5.1.4.1	Sans objet
13	Transit et regroupement	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 5.1.4.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'EMR et de JMR.		
14	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article article 6.2.2, 6.2.3 et 9.2.5.1	Sans objet
15	Circulation dans l'établissement.	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 7.2.2	Sans objet
16	Comportement au feu des locaux.	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 7.3.1.1.2	Sans objet
17	Installations électriques.	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 7.3.2	Sans objet
19	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 7.6.2	Sans objet
20	Ressources en eau et en mousse.	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 7.6.3	Sans objet
21	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 7.6.6 et 4.2.4.2	Sans objet
22	Surveillance des effets sur les milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 9.2.4.1.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Lettre du 31/10/2023, article 1			
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE			
Prescription contrôlée :			
Rubrique	Libellé de la rubrique	Niveau d'activité	Régime
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri	Batteries usagées : 2 t	A

	<p>regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.</p>		
2714-1	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711</p>	<p>D é c h e t s d'emballages : 675 m³ Déchets de papiers : 470 m³ Déchets de cartons : 60 m³ D é c h e t s de pneumatiques : 30 m³ Total : 1235 m³</p>	E

	<p>et 2719</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³</p>		
2716-1	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ ;</p>	<p>Déchets végétaux : 800 m³</p> <p>Ordures ménagères : 355 m³</p> <p>Encombrants non recyclables : 60 m³</p> <p>Total : 1215 m³</p>	E
2794-1	<p>Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux, la quantité de déchets traités étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 30 t/j</p>	<p>Broyage de déchets végétaux : 85 t/j</p>	E

2710-2-b	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³	Déchets végétaux : 105 m ³	DC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :2. inférieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total.	Gazole routier : 250 m ³ /an	NC
2517	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant	Superficie de l'aire de transit : 24 m ²	NC

	de transit étant inférieure à 5000 m².		
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas ; k é r o s è n e s (c a r b u r a n t s d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de c h a u f f a g e domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires e n m a t i è r e d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations pour les stockages enterrés : étant inférieure à 50 t d'essence ou 250 t au total.	Une cuve enterrée de 12 m³ GO soit 10 tonnes.	NC

Constats :

Conforme.

L'exploitant a précisé qu'il n'y avait pas eu de modifications depuis 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déchets admis sur le site.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 1.2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Quantités maximum autorisées sur site

Prescription contrôlée :

Les déchets admis sur le site sont les suivants :

Déchet	Flux annuel (t/an)	Volume	Quantité maximale sur site
Batteries usagées	12	1,3 m ³	1,6 t
Ordures ménagères résiduelles	9200	355 m ³	140 t
Encombrants non-recyclables	800	60 m ³	12 t
Pneus usagés non-réutilisables	6	30 m ³	6 t
Cartons	150	60 m ³	12 t
Emballages ménagers recyclables	960	675 m ³	200 t
Déchets végétaux ligneux	750	1050 m ³	210 t
Journaux - magazines - revues	800	470 m ³	140
Gravats et inertes	50	30 m ³	40

Constats :

Conforme.

L'inspection a procédé par sondage au contrôle de la quantité présente de batteries, de pneumatiques usagés et d'emballages ménagers recyclables.

<p>Les quantités maximales autorisées sont respectées pour les déchets contrôlés le jour de la visite. Pneumatiques : stockage nul le jour de la visite. Batteries : 1,2 tonnes < 1,6 tonnes Emballages ménagers : 70 m3 < 75 m3.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Intégration dans le paysage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 2.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Propreté</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ...</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Intégration dans le paysage.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 2.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Abords du site</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté</p>
<p>Constats :</p> <p>Les abords du site du côté terrain mitoyen avec la commune ne sont pas débroussaillés. Environ 250 m3 de palettes de bio-composteurs en plastiques sont stockées le long de la clôture. En cas d'incendie des arbres présents sur le terrain mitoyen, le feu pourrait se propager aux broussailles et au stockage de matières plastiques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Gestion des ouvrages

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 4.3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des séparateurs d'hydrocarbures</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Les équipements de traitement des eaux de lavage et eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Conforme.

L'exploitant a présenté le BSD du 04/03/2025 du collecteur-transporteur SAUR (destinataire entreprise MARTIN ENVIRONNEMENT) relatif à l'enlèvement de 3 tonnes de boues de séparateurs d'hydrocarbures.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rejets d'eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article article 4.3.9 et 9.2.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance et VLE des rejets des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : EP1, EP2a, EP2b, EP3

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)
MES	100
DCO	300
DBO ₅	100
Hydrocarbures totaux	10
Indice phénols	0,3
Chrome hexavalent	0,1

Cyanures totaux	0,1
AOX	5
Arsenic	0,1
Métaux totaux (Pb + Cu + Ni +Cr + Zn + Sn + Cd + Hg + Fe + Al)	15

Fréquence d'analyses semestrielle.

Constats :

Conforme.

L'exploitant a présenté la convention de rejet avec la commune datée du 9/11/2022 pour le point de rejet EP2b. Le raccordement au réseau des eaux usées et le rehaussement des VLE notamment pour les paramètres DCO (2000mg/l), DBO5 (800mg/l) et MES (600mg/l) pour un rejet en STEP permet à l'exploitant de se mettre en conformité pour le point de rejet EP2b.

La fréquence d'analyses semestrielles est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Implantation et aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 5.1.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Déchets verts

Prescription contrôlée :

Les installations de broyage et de dépôt de déchets verts doivent être implantés à une distance d'au moins 5 mètres des arbres situés en limite de propriété. Des marquages au sol ou tout autre moyen doivent être réalisés afin de s'assurer du respect de cette distance. Le sol du dépôt et de ses abords est imperméable et recouvert d'un enduit lisse incombustible. Il est toujours maintenu et en parfait état d'entretien.

Constats :

Conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 5.1.1.4

Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur des déchets verts.
Prescription contrôlée : La hauteur des dépôts de déchets verts, y compris après broyage ne doit pas dépasser 2 mètres. Cette hauteur est matérialisée par un marquage visible sur les parois des cases de stockage.
Constats : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Admission des déchets.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 5.1.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Registre d'admission et de refus d'admission des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un registre d'admission papier ou informatique où il consigne pour chaque véhicule apportant des déchets : - le tonnage et la nature des déchets, - le lieu de provenance et l'identité du producteur ou, à défaut, du détenteur, - la date de la réception, - l'identité du transporteur, - le numéro d'immatriculation du véhicule, - le résultat des contrôles d'admission définis plus haut, - la référence du certificat d'acceptation préalable. L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un registre de refus d'admission papier ou informatique où il note toutes les informations disponibles sur la quantité, la nature et la provenance des déchets qu'il n'a pas admis, en précisant les raisons du refus. L'exploitant reporte également sur le registre d'admission, ou sur un registre complémentaire qui lui est précisément rattaché, les résultats de toutes les analyses effectuées sur les déchets admis sur son site. L'absence de ces informations doit conduire au refus de livraison. Les registres d'admission et de refus d'admission sont conservés pendant cinq ans.
Constats : Le registre des déchets admis n'a pas été mis à jour en 2024 ni au cours du premier trimestre 2025 pour les OMr et les emballages ménagers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 5.1.2.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets sortants
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets

<p>sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes : - la date de l'expédition du déchet ; - la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; - la quantité du déchet sortant ; - le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ; - le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement susvisé ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le registre des déchets sortants pour le mois de janvier. Les éléments figurant dans le registre sont conformes à l'article 5.1.2.5.1.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Entreposage des batteries usagées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 5.1.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des batteries usagées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires et locaux de stockage des batteries sont placés en rétention. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des batteries est étanche, incombustible.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme.</p> <p>Le jour de la visite les batteries étaient stockées dans deux géo-box sur rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Transit et regroupement d'OMr

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 5.1.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Transit et regroupement d'OMr</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ordures ménagères résiduelles en transit ne sont pas entreposées plus de 24h sur le site. Exceptionnellement, l'équivalent d'une benne de collecte (19 t) peut être entreposé durant 48 h le week-end. Cet événement est consigné dans un registre mentionnant les dates d'entrée et de sortie des déchets ainsi que la quantité entreposée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les OMr sont régulièrement évacuées au vu du planning d'évacuation et</p>

du registre des déchets sortants.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Transit et regroupement d'EMR et de JMR.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 5.1.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur de stockage.
Prescription contrôlée : La hauteur de stockage des EMR et des JMR ne dépasse pas 5 m. Cette hauteur est matérialisée par un marquage visible sur les parois des alvéoles de stockage de ces déchets.
Constats : Conforme. Le jour de la visite le stockage était de 90 m3 environ.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article article 6.2.2, 6.2.3 et 9.2.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de bruit.
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans un délai de six mois puis tous les 5 ans par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des émissions sonores réalisé par l'APAVE en date du 24/06/2020. Les résultats sont conformes. Le contrôle quinquennal 2025 est programmé pour le 17/03/2025 après midi par l'APAVE. Il a été convenu que l'exploitant transmettra le rapport à l'inspection dès qu'il sera disponible.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Circulation dans l'établissement.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Règles de circulation. Accès pompiers.
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.
Constats : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Comportement au feu des locaux.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 7.3.1.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Résistance au feu.
Prescription contrôlée : L'alvéole d'entreposage des déchets verts est bordée par des murs REI120 sur 3 côtés (Nord, Est et Ouest) de 3 m de hauteur. L'alvéole d'entreposage des déchets de journaux est bordée par des murs REI120 sur 3 côtés (Nord, Sud et Ouest) de 6 m de hauteur . L'alvéole d'entreposage des déchets d'emballages est bordée par des murs REI120 sur 2 côtés (Nord et Ouest) de 6 m de hauteur . Les murs extérieurs et les parois de la fosse d'entreposage des ordures ménagères résiduelles sont REI 120.
Constats : Conforme pour les stockages de déchets verts, déchets de journaux, déchets d'emballages et OMr.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Installations électriques.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques.
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Conforme. L'exploitant a présenté l'attestation Q18 de l'APAVE du 18/10/2024 qui mentionne que l'ensemble

des installations a été vérifié et que les installations électriques ne présentent pas de risques d'incendie ou d'explosion.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Protection contre la foudre.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 7.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle du dispositif.

Prescription contrôlée :

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport de l'APAVE du 04/07/2024 relatif à la vérification complète du système de protection contre la foudre.

L'examen du rapport montre que le compteur d'impact de foudre est défaillant.

L'exploitant a indiqué avoir remplacé les piles du compteur de coups en juillet 2024.

Néanmoins le jour de la visite, le compteur ne fonctionnait toujours pas.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 19 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 7.6.2

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie

<p>Constats :</p> <p>Conforme.</p> <p>L'exploitant a présenté le bon d'intervention de la société DPS FRANCE du 11/06/2024 relatif à la vérification des extincteurs, des RIA, des BAES, du système de désenfumage et de la détection incendie. Les extincteurs défectueux ont été remplacés. L'examen du bon d'intervention n'amène pas de remarque particulière de l'inspection. Les contrôles figurent sur le registre de sécurité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 20 : Ressources en eau et en mousse.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 7.6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et en mousse.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; - un débit d'extinction de 30 m³/h durant 2 heures, soit un volume total de 60 m³ d'eau. Cette prescription pourra être réalisée par l'un des moyens suivants : - au mieux par un poteau d'incendie de 100 mm normalisé, placé à 200 m maximum du risque à défendre, susceptible d'assurer un débit de 30 m³/h pendant 2 heures, sous une charge restante de 1 bar. - Ou, en cas d'impossibilité liée à l'incapacité du réseau public, par une réserve d'incendie, placée à 200 m maximum du risque à défendre, réalisée conformément à la circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951 (Les plans de celle-ci devront être soumis au du Service départemental d'incendie et de secours pour avis avant travaux). En tout état de cause, l'emplacement d'un point d'eau doit être accessible par des voies carrossables en toute circonstance et signalé. Il sera placé à plus de 30 mètres du risque à défendre et au plus à 5 mètres du bord de la chaussée ou de l'aire de stationnement des engins incendie. Des réserves de sable meuble et sec sont convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres ; elles sont équipées de pelles. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Cette vérification doit intervenir au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme.</p> <p>Un poteau incendie (PI n°25) est présent à l'entrée du site.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de vérification du débit par la mairie réalisé en 2020 : 96 m³/h sous 3,2 bar.</p> <p>La mairie a indiqué qu'une vérification était programmée pour l'année 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 21 : Protection des milieux récepteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 7.6.6 et 4.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant aménage, pour chacun des bassins versants définis sur le plan à l'annexe xx du présent arrêté, une capacité de rétention permettant de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement). Le volume de chaque capacité est au minimum de 90 m³. La mise en œuvre de ces capacités se fait au moyen des dispositifs d'isolement des réseaux d'assainissement prévus à l'Article 4.2.4.2. du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'un bassin de 120 m³ et de 2 bassins de 90 m³. Deux vannes A et B sont disposées pour diriger les eaux d'extinction incendie dans le premier bassin de 120m³. Deux vannes A et B sont disposées pour diriger les eaux d'extinction incendie dans le deuxième bassin de 90m³. Une vanne et une pompe de relevage sont disposées pour diriger les eaux d'extinction incendie dans le troisième bassin de 90m³. L'inspection a fait procéder à l'ouverture de toutes les vannes, Le test s'est révélé satisfaisant. A noter qu'on ne peut pas visualiser la fermeture et l'ouverture effective des deux vannes associées au premier bassin de 120 m³. Les entretiens et les essais des vannes et de la pompe de relevage sont tracés sur un registre.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un marquage signalétique de l'emplacement de toutes les vannes aisément visible. En effet, les plaques actuellement présentes sont usées et peu visibles.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Surveillance des effets sur les milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 9.2.4.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection une étude hydrogéologique visant à implanter les piézomètres nécessaires à la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site dans les conditions suivantes : 1° Deux puits, au moins, sont implantés en aval du site de l'installation ; la définition du nombre de puits et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique ; 2° Deux fois par an, au moins, en période de hautes et basses eaux, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. La fréquence des prélèvements est déterminée sur la base notamment de l'étude citée au point 1 ci-dessus ; 3° L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances suivantes : PARAMÈTRES Conductivité ; température ; potentiel d'hydrogène (pH) ; potentiel d'oxydo-réduction (rh) et oxygène dissous.</p> <p>Métaux dissous : Al, As, Cd, Cu, Cr, Ni, Pb, Zn HCT : Hydrocarbures totaux COHV (PCE, TCE, Cis 1,2 DCE, CV)</p> <p>FRÉQUENCES Semestrielle en période de basses et hautes eaux Le comportement de chaque substance recherchée dans la nappe et ses phrases de risque sont intégrés dans chaque rapport d'analyse. Les prélèvements sont réalisés pour chaque type de phase de substances recherchées (plongeante, flottante, dissoute...) en fonction de l'épaisseur de la nappe des eaux souterraines.</p>

Constats :

L'exploitant a présenté les résultats d'analyses de juin et de décembre 2024 sur les 4 piézomètres. Le quatrième piézomètre a été implanté fin 2023 par FONDASOL.

On note la présence pour les deux analyses de 2024 :

PZ1 : Alu Nickel Zinc.

PZ2 : Nickel.

PZ3 : Nickel.

PZ4 : Alu Cuivre.Nickel.Zinc.

Au vu des incertitudes sur le sens d'écoulement de la nappe avec les prélèvements réalisés par la société voisine, il a été demandé à l'exploitant de se rapprocher de ladite entreprise afin de faire faire les prélèvements sur les piézomètres des deux sites le même jour pour les deux prochaines campagnes afin de lever l'ambiguïté sur les relevés des niveaux piézométriques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au vu des incertitudes sur le sens d'écoulement de la nappe avec les prélèvements réalisés par la société voisine, il est demandé à l'exploitant de se rapprocher de ladite entreprise afin de faire faire les prélèvements sur les piézomètres des deux sites le même jour pour les deux prochaines campagnes afin de lever l'ambiguïté sur les relevés des niveaux piézométriques.

Type de suites proposées : Sans suite